

Europe. Les non dits de la campagne.

Robert Toulemon

Pour ceux qui pensent que la solution de la plupart de nos problèmes passent par l'Europe, la campagne présidentielle de ce printemps aura été décevante. Paralysés par le souvenir de leur échec du 29 mai 2005, les principaux candidats ont davantage relayé le discours du non qu'ils combattaient que celui du oui qu'ils soutenaient. Ils ont préféré mettre en cause la contribution de l'euro à la hausse des prix tout en reprochant à la Banque centrale de donner une priorité excessive à la lutte contre l'inflation. Ils ont nourri l'illusion suivant laquelle la France du non obtiendrait aisément ce

A peine installé le nouveau président devra affronter la réalité, celle d'une Europe que l'échec du traité constitutionnel conduit tout droit à ce grand espace d'échanges sans ambition politique que redoutent les Français sans avoir cessé de le favoriser. Un redressement est encore possible mais il suppose que le nouveau chef de l'Etat ait le courage de dire aux Français les vérités désagréables qui leur ont été dissimulées pendant la campagne.

En premier lieu que nos difficultés ne proviennent ni de l'euro fort, ni de la politique commerciale, ainsi qu'en témoigne la prospérité de nos voisins allemands mais aussi, espagnols, finlandais et irlandais tous membres de la zone euro.

Nos structures territoriales cancérisées par un invraisemblable et coûteux empilement de structures, notre fonction publique pléthorique au niveau des administrations centrales, des villes et des départements et de surcroît paralysée par ses statuts, notre appareil éducatif incapable d'apprendre à lire et à écrire à un cinquième d'une classe d'âge et laissant près de 200 000 jeunes sans formation et sans orientation, nos universités paupérisées et dépourvues d'une autonomie qui leur fait peur, nos services d'emploi et d'indemnisation du chômage absurdement séparés et incapables d'orienter les chômeurs vers les secteurs en pénurie de main d'œuvre, la concentration de l'activité sur la génération des 30 – 45 ans qui ne nous permet pas de tirer profit d'une exceptionnelle productivité de l'heure de travail, les contraintes bureaucratiques imposées à nos entreprises, la faiblesse et la faible représentativité de nos syndicats sont les vraies causes de nos difficultés. Ces causes ne nous étaient pas propres. Elles le sont devenues depuis que nos voisins ont accompli les réformes que nous avons différées.

Notre incapacité à nous réformer et nos performances médiocres contribuent autant et plus que notre vote du 29 mai 2005 à réduire notre crédibilité internationale. Nos prétendues aspirations à une Europe forte et protectrice ont été jusqu'à présent contredites par la combinaison de notre attachement au maintien des subsides agricoles même les plus contestables et de notre refus de tout élargissement significatif du budget commun. Nous sommes de ce fait en peine d'obtenir de nos partenaires les politiques volontaristes qui pourraient être conduites au niveau de l'Europe et accompagner utilement un effort de réforme intérieur.

Il est facile de dresser la liste de ce que pourrait être une politique de relance et de renaissance de l'Europe : création de centre d'excellence universitaires, multiplication au moins par trois des échanges d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, la mise en commun des efforts publics de recherche, notamment militaires que laissait espérer la création d'une agence des armements, soutien à l'innovation, prise en charge et reconversion des victimes des délocalisations externes ou internes, protection au niveau non pas national mais européen

de nos entreprises stratégiques, suivant le modèle que nous offrent les Etats-Unis, d'une défense commerciale plus active contre toutes les formes de dumping, notamment écologique, attitude beaucoup plus ferme, en recherchant sur ce chapitre l'appui des Etats-Unis, à l'égard des pays émergents en matière de contre-façons, mais aussi de certaines produits issus de formes modernes d'esclavage.

Il est beaucoup plus difficile de déterminer les conditions politiques qui rendraient possibles la présentation d'un tel programme et plus encore sa mise en œuvre. C'est la tâche qui attend le nouveau président dès son élection. Elle sera moins facile que ne l'auront laissé croire ses déclarations du temps de la campagne. La première étape sera de trouver une issue à la crise constitutionnelle qui, sans paralyser totalement l'Union, ainsi qu'en témoigne l'adoption récente de la directive sur les services ou le règlement sur la chimie, lui interdit toute action vigoureuse. Le seul accord qui paraisse possible mais néanmoins très difficile consisterait en une reprise des réformes institutionnelles de la partie I, accompagnée des quelques innovations utiles contenues dans la partie III (énergie, défense, social) et d'une référence à la Charte des droits fondamentaux.

Néanmoins le débat fondamental sur les objectifs à long terme de l'Union européenne esquivé par la Convention devra tôt ou tard s'ouvrir. Il opposera la vision ambitieuse d'une fédération d'Etats et de citoyens pratiquant l'exercice en commun de la souveraineté et, de ce fait, capable de contribuer à l'ordre mondial, à celle moins ambitieuse mais non dépourvue pour autant d'intérêt, d'une Union commerciale et de civilisation préservant l'essentiel des souverainetés nationales et s'interdisant par la même tout exercice de puissance collective.